

## Burundi : Le président Ndayishimiye appelle à "régler ses différends" avec les médias

@rib News, 28/01/2021 Source AFP Le président burundais Evariste Ndayishimiye a appelé jeudi le régulateur national des médias à "régler ses différends" avec les organes de presse qu'il a sanctionnés, après la crise liée aux élections de 2015.

"Aujourd'hui, (...), nous devons régler les différends que nous avons eu dans le passé" avec les médias, a affirmé Evariste Ndayishimiye, dans une adresse à l'intention des responsables des médias burundais publics et privés, ainsi que des porte-paroles des institutions publiques. "Il y a des médias qui ont été sanctionnés. Je demande au CNC de s'occuper avec ces médias et de trouver des solutions à ces différends pour qu'on en finisse une fois pour toutes", a-t-il ordonné. Le Conseil national de la communication (CNC) est le régulateur burundais des médias. "Que ces médias et le CNC s'asseyent autour de la même table, et qu'ils décident d'oeuvrer tous ensemble pour le développement du pays", a-t-il poursuivi, soulignant le rôle "indispensable" des médias dans la vie d'une nation : "C'est vous qui servez de relais à la population". Plusieurs radios indépendantes avaient été violemment fermées par les forces de l'ordre en 2015. Les émissions en kirundi (langue nationale) des radios internationales BBC et VOA avaient aussi été suspendues. Depuis, des dizaines de journalistes burundais ont fui en exil, notamment au Rwanda, où ils continuent d'émettre des journaux sur les réseaux sociaux en direction du Burundi. "Nous saluons l'annonce du chef de l'État, du moins s'il est sincère", a réagi auprès de l'AFP Bob Rugurika, directeur de la Radio publique africaine (RPA, privée), accusée d'être "farouchement opposé" au pouvoir par les responsables burundais. Il craint toutefois "un coup diplomatique, visant à berner l'Union européenne pour qu'elle lève ses sanctions". Le gouvernement burundais a engagé des discussions avec l'UE en vue de la levée de ses sanctions prises en 2016. Le général Evariste Ndayishimiye a été élu le 20 mai 2018 à la tête de l'État, suscitant un léger et bref espoir d'ouverture au Burundi. Il a succédé à Pierre Nkurunziza - décrié le 9 mai 2015, dont la volonté acharnée de se faire élire en 2015 pour un troisième mandat controversé a plongé son pays dans une grave crise marquée par des exécutions sommaires, disparitions, détentions arbitraires, tortures et violences sexuelles visant les voix dissidentes. Le Burundi occupe la 160e place sur 180 du classement 2020 de la liberté de la presse établi par RSF, alors qu'il était considéré avant cette crise comme un des rares États de la région des Grands lacs à être doté d'une presse libre et indépendante.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});